

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 3 mars au 7 mars 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI
 EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
 (ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Djibouti** : Signature d'un protocole d'accord pour la création de l'autorité de gestion du corridor reliant Djibouti à l'Ouganda
- ❖ **Madagascar** : Approbation de la 1^{ère} revue des programmes ECF et RSF du FMI
- ❖ **Tanzanie** : Les IDE atteignent un nouveau record en 2023

LE CHIFFRE A RETENIR

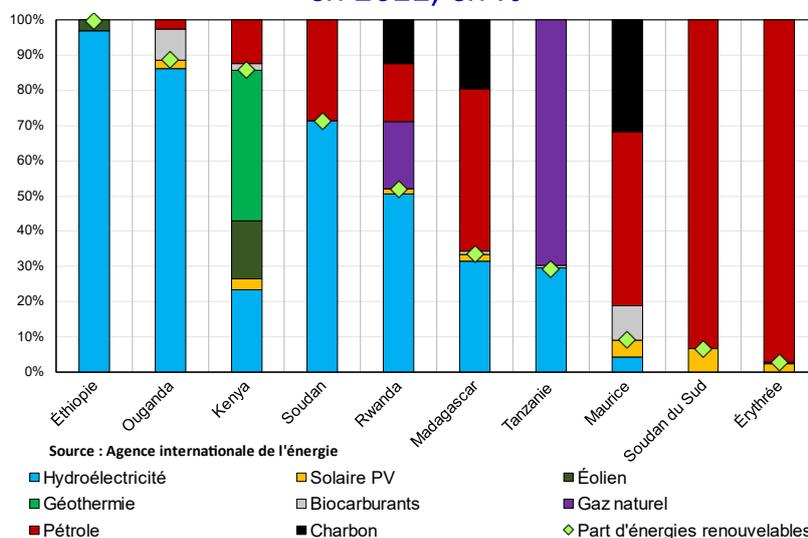
1,4 Md USD

**UGANDA : LE COUT DU PROJET
D'AUTOROUTE KAMPALA-JINJA**

Le graphique de la semaine

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien : Production d'électricité par source

- en 2022, en % -



Les pays d'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien se démarquent par une production d'électricité majoritairement issue des énergies renouvelables, tandis qu'une minorité reste très dépendante des énergies fossiles (charbon, gaz, pétrole). Si l'Éthiopie produit la totalité de son électricité à partir de renouvelables (97% hydroélectriques et 3% éoliennes en 2022), l'Érythrée repose quasi-essentiellement sur le pétrole. Le Kenya se caractérise par la forte diversification de son mix électrique (géothermie, hydroélectricité, éolien ou encore pétrole) qui expose moins sa production aux chocs extérieurs (volatilité des marchés des énergies fossiles, aléas climatiques).

COMORES

Hausse des exportations et importations de biens au 3^{ème} trimestre 2024

Selon la Banque centrale des Comores (BCC), les exportations, constituées très majoritairement de produits de rente, se sont accrues de +74,3 %, atteignant environ 5,7 M EUR entre le T2 2024 et le T3 2024. Le principal produit d'export, le girofle, a vu ses exportations bondir de +340 %, à 3,5 M EUR sur la même période. Les importations, ont pour leur part, connu une légère hausse (+0,2 %) à 84,5 M EUR au 3^{ème} trimestre par rapport au trimestre précédent. L'importation de produits énergétiques s'est accrue de +3,9 % pour atteindre 27,1 M EUR. A l'inverse, l'import de produits alimentaires (-11,1 % ; 26 M EUR) et de biens d'équipement (-14,5 % ; 13,2 M EUR) a baissé. Entre le T3 2023 et le T3 2024, les exportations et les importations de biens ont augmenté, respectivement, +86,6 % et +10,2 %.

DJIBOUTI

Signature d'un protocole d'accord pour créer l'autorité de gestion du corridor reliant le pays à l'Ouganda

Un protocole d'accord a été signé le 27 février entre Djibouti, l'Éthiopie, le Soudan du Sud et l'Ouganda (DESSO) pour l'établissement d'une autorité de gestion du corridor DESSO. La mission principale de l'autorité sera le développement et l'optimisation des infrastructures de transport terrestre et maritime mettant en lien les marchés des trois pays signataires avec le port de Djibouti. L'harmonisation des politiques de transport, de santé, de sécurité et des politiques douanières des pays signataires s'inscrira également parmi les rôles de l'autorité. Un comité technique élargi doit maintenant être établi pour assurer la finalisation de l'accord et sa ratification par les pays concernés.

ÉTHIOPIE

L'Éthiopie approuve l'utilisation de maïs et de coton génétiquement modifiés

L'Éthiopie a approuvé, après un processus administratif de 7 ans, l'utilisation commerciale d'une variété (TELA) de maïs génétiquement modifiée pour résister aux insectes et tolérer la sécheresse. Cette variété pourrait permettre un rendement 60 % plus élevé que le maïs conventionnel. Le Comité national d'autorisation de diffusion des variétés a par ailleurs approuvé l'utilisation commerciale d'une variété de coton (BT-GT) résistante

aux chenilles de la capsule, particulièrement nuisibles. Cette variété de coton a un rendement se situant entre 47 et 58 quintaux par hectares, contre 32 pour les variétés locales. Actuellement, le secteur textile est largement affecté par l'absence d'une production de qualité du coton rendant le secteur dépendant de l'importation d'intrants.

KENYA

Hausse du taux d'inflation en février

Selon le Bureau national des statistiques du Kenya, l'inflation a augmenté de +3,5 % en février 2025 (après +3,3 % en janvier 2025). La hausse des prix a été principalement due à l'accélération des prix dans la catégorie des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées (+6,4 %) et celle des transports (+0,7%). Les prix de la catégorie logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles ont ralenti de (-0,8 %) sur un an. En glissement mensuel, l'inflation a progressé de +0,3 %.

Nouvelle zone économique spéciale

Le gouvernement, par l'intermédiaire du ministère des Investissements, du Commerce et de l'Industrie, a déclaré la zone d'Olkaria à Naivasha (comté de Nakuru), zone économique spéciale (ZES). La ZES d'Olkaria offrira aux entreprises des incitations telles que des exonérations fiscales, un soutien aux infrastructures, une production orientée vers l'exportation, tout en donnant accès à une énergie géothermique abordable. La ZES d'Olkaria se positionne notamment pour accueillir des industries vertes, l'agro-industrie, la mobilité électrique et des data centers. Plusieurs multinationales auraient déjà manifesté un intérêt pour s'y implanter.

Le Trésor contraint à verser 150 M USD à des banques pour des prêts non remboursés par KQ

Suite à des prêts non remboursés par Kenya Airways (KQ), huit banques commerciales de la place, dont Equity Bank, NCBA et Cooperative Bank, ont contraint le Trésor – qui avait garanti le prêt – à leur verser intégralement 19,3 Md KES (soit 149,9 M USD). Cela s'inscrit dans un contexte où KQ ne dispose plus de liquidités pour régler ses échéances, bien qu'elle ait enregistré, au 1er semestre 2024, son premier bénéfice semestriel depuis près de dix ans. Les banques ont rejeté une offre de recouvrement par le biais d'une obligation émise par le Trésor à 6,5 ans. Dans un rapport d'audit, l'Auditeur général Nancy Gathungu a par ailleurs estimé que le remboursement des prêts de renflouement du gouvernement et des intérêts à KQ restait incertain, en raison de lacunes contractuelles.

MADAGASCAR

Approbation de la 1^{ère} revue des programmes ECF et RSF du FMI

Suite à la mission des services du FMI du 30 septembre au 11 octobre 2024 à Tananarive, le Conseil d'administration du Fonds a approuvé, le 26 février 2025, la 1^{ère} revue des programmes de la Facilité élargie de crédit (ECF) et de la Facilité pour la résilience et la durabilité (RSF), ainsi que les conclusions de la revue au titre de l'Article IV des statuts du Fonds. Cette approbation a principalement été rendue possible grâce à la mise en œuvre effective du mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe (+ ou - 200 MGA/l) depuis janvier 2025, qui figurait parmi les actions préalables du programme. Elle permet le décaissement d'un montant 102,5 M USD (soit 48,5 M USD au titre de la ECF et 53,7 M USD de la RSF), portant les décaissements cumulés du FMI à 150 M USD depuis l'approbation des deux programmes en juin 2024.

MAURICE

Le déficit commercial se creuse de +13,2 %

Selon Statistics Mauritius, la valeur totale des exportations de marchandises, incluant « l'approvisionnement de bord et soutes » (bunkering) et les réexportations, était de 2,3 Md EUR en 2024, soit en hausse de +6,2 % par rapport à l'année précédente. Concernant spécifiquement les exportations domestiques, elles sont stables, à 1,2 Md EUR, toutefois, on note un recul des exportations de canne à sucre (-0,6 %), des produits de la pêche (-1 %) et des articles d'habillement (-12,6 %). Parallèlement, les importations totales de biens ont progressé de +10,6 % pour atteindre 6,4 Md EUR en 2024, sous l'effet notamment de l'augmentation des achats de combustibles et lubrifiants (+18,8 %), de produits chimiques (+13,6 %) et de machines et équipements de transport (+12,2 %). En conséquence, le déficit commercial a augmenté de +13,2 %, pour s'établir à 4,2 Md EUR en 2024.

OUGANDA

Nouvelle hausse de l'inflation sous l'effet d'une saison sèche intense

Sous l'effet d'une vague de chaleur intense en Ouganda, le mois de février a été marqué par une nouvelle hausse de l'inflation (+3,7 %, après +3,6 % en janvier), en particulier pour les denrées alimentaires (+4,3 %). L'inflation sous-jacente a diminué (à +3,9 %, après +4,2 %) sous l'effet de

tensions moins fortes sur les services (+5,4 %). Selon l'économiste en chef du Bureau des statistiques, la récente période de sécheresse a affecté les rendements agricoles, réduisant la disponibilité des produits frais sur les marchés à travers le pays, entraînant dans la foulée une hausse des prix.

Une entreprise chinoise se positionne sur le projet d'autoroute Kampala / Jinja

Le ministère ougandais des Travaux publics et des Transports a procédé le 1^{er} mars à l'ouverture des plis pour le projet d'autoroute Kampala-Jinja (KJE), marquant ainsi une étape importante dans cette initiative d'infrastructure de 1,4 Md USD attendue de longue date. Parmi les quatre consortiums invités, un seul a déposé une offre qui va désormais faire l'objet d'une évaluation de conformité, juridique, techniques, environnementales et financières. Selon toute vraisemblance, c'est l'entreprise chinoise CCCC qui s'est positionnée pour ce marché dont la spécificité est qu'elle mobiliserait une solution de financement sous forme de Partenariat-Public-Privé (PPP) dont les contours restent encore à déterminer. Pour mémoire, l'Union européenne et l'AFD ont notifié à la contrepartie ougandaise en octobre dernier leur retrait de ce projet, ne pouvant étendre au-delà de six ans la validité de leur offre de financements.

SEYCHELLES

Hausse du taux de pénétration d'internet à 87,3 % en 2024

Dans le dernier rapport « Digital 2025 : Seychelles » publié le 3 mars par le cabinet Kepios, le nombre d'utilisateurs internet a légèrement augmenté de 1,9 % en 2024 (+1,9 %), portant le taux de pénétration d'internet à 87,3 % (après 86,4 %) de la population totale, soit près de 115 000 habitants. Par ailleurs, le nombre de connexions cellulaires mobiles aux Seychelles a augmenté de +3,6 % durant l'année 2024 selon GSMA Intelligence, portant leur total à près de 220 000 connexions ; 91,3 % des cellulaires sont ainsi connectés aux réseaux 3G, 4G et 5G. S'agissant des réseaux sociaux, ils sont utilisés par près de 70 400 personnes, soit 53,5 % de la population. Les réseaux les plus utilisés sont Facebook (70,4 k utilisateurs), LinkedIn (57 k), Messenger (43,8 k), Instagram (39,9 k), et X (19,7 k).

SOMALIE

La Somalie et le Kenya négocient un accord de facilitation des échanges

Le Kenya et la Somalie seraient sur le point de finaliser un protocole d'accord visant à éliminer les barrières

non tarifaires irrégulières et à rationaliser le commerce entre les deux pays, afin de favoriser le processus de l'intégration régionale. Lors de la *trade week* Somalie-Kenya le 26 février dernier, Lee Kinyanjui, ministre kenyan des Investissements, du Commerce et de l'Industrie, a indiqué que le protocole d'accord devrait non seulement renforcer les relations commerciales, mais aussi contribuer à améliorer la sécurité aux frontières et les systèmes de dédouanement.

SOUDAN

Campagne de vaccination d'animaux par la FAO à l'État agricole de Sennar

Le ministère des Ressources animales de l'État de Sennar a annoncé la reprise des efforts de vaccination du cheptel de l'État, en collaboration avec plusieurs ONG internationales et locales. Ces efforts font suite à la reprise par l'armée officielle des territoires de l'État occupés par les RSF, et au retour des éleveurs ayant fui l'État avec leurs animaux. Ainsi, dans le cadre de ses efforts, l'Organisation des Nations-unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a mené en février une campagne de vaccination et de distribution de médicaments thérapeutiques. Au total, 40 000 éleveurs ont bénéficié de cette campagne qui a permis la vaccination et le traitement de 750 000 bêtes. La destruction du laboratoire central de production de vaccins et l'accès difficile aux zones d'élevage ont empêché la vaccination de 50 % du cheptel depuis 2022, paralysant les exportations d'animaux vivants, deuxième source de revenus après l'or.

SOUDAN DU SUD

La BAD au Soudan du Sud

A l'occasion des 60 ans de la Banque africaine de Développement (BAD), créée au Soudan, l'institution a communiqué un bilan de sa présence au Soudan du Sud : elle y concentre son action sur le secteur public, en soutenant les investissements dans les télécommunications, les infrastructures et la gestion financière. Depuis 2012, elle a engagé 400 M USD, avec 25 projets en cours d'une valeur de 320 M USD. Les principales initiatives comprennent la création de l'Autorité fiscale du Soudan du Sud, l'amélioration de l'accès à l'eau pour plus de 50 % de la population et l'amélioration de la sécurité alimentaire. La BAD

soutient également la distribution d'électricité en connectant 40 000 clients connectés au réseau de Djouba. Récemment, elle a approuvé 260 M USD pour une ligne de transport d'électricité depuis l'Ouganda.

TANZANIE

Les investissements directs étrangers (IDE) atteignent un nouveau record en 2023

Le rapport sur l'investissement pour 2024 publié le 28 février 2025 par la Banque Centrale de Tanzanie (BoT) fait état d'une augmentation des flux d'IDE en 2023 (+14,7 %) qui s'élèvent à 1,65 Md USD. La Tanzanie fait figure d'exception dans la région puisque le Kenya, l'Ouganda, la RDC et le Rwanda ont connu une baisse de leurs flux d'IDE sur la même période. 43,1 % des flux totaux d'IDE sont financés par des prêts inter-entreprises (+8,7 % par rapport à 2022). Les secteurs des mines, de l'industrie, de la finance, de l'assurance et de l'information et communication comptent pour 82,4 % des flux d'IDE en 2023. Néanmoins, le secteur minier, premier contributeur en termes d'IDE, est en forte baisse (-37,5 %). A l'inverse, les investissements dans les secteurs de l'information et la communication ont doublé. Le Royaume-Uni est de loin le premier investisseur étranger en Tanzanie avec un stock d'IDE de 5,2 Md USD, soit 22 % du stock total (23 Mds USD).

Les redevances du port de Zanzibar ont fortement augmenté en 2024

En 2024, les recettes du gouvernement provenant des redevances du port de Zanzibar ont atteint 11,9 M USD (+41 %) en 2024. Cette augmentation fait suite à la concession du port à l'entreprise française Africa Global Logistics (AGL) qui l'exploite depuis septembre 2023. A l'époque, le gouvernement souhaitait confier l'exploitation du port à une entreprise privée pour pallier les problèmes de gestion. AGL a mené des travaux de modernisation du port incluant notamment un investissement de 6,5 M USD pour un système de gestion électronique. Ils ont permis de réduire les délais d'attente des bateaux et d'augmenter la capacité du port. Si la privatisation du port en 2023 est encore critiquée par l'opposition politique, le gouvernement de Zanzibar a réaffirmé son soutien à AGL.